

Il y a Kanak et Kanak

Le référendum est aujourd'hui passé, le O U I l'a sans doute emporté largement, avec un fort taux d'abstention.

Nous voulons quand même revenir sur l'appel à voter O U I de militants sincèrement anti-coloniaux et même anti-impérialistes, à qui nous ne ferons pas l'injure de prétendre qu'ils ne critiquent pas l'impérialisme français. C'est le cas des militants du PCOF (journal « La Forge »), qui ont emporté l'appel à voter O U I de l'AISDPK, des militants de « Lutte des Classes » et de nombreux militants anti-impérialistes indépendants.

Notre dénonciation de l'accord, du référendum fait des vagues : on nous traite de donneurs de leçons, en nous demandant « de quel droit nous parlons à la place des Kanaks », alors que « le FLNKS est leur représentant légitime et appelle à voter O U I ».

QUELLE INDEPENDANCE VEUT-ON ?

Pour comprendre notre position, (et celle de ces militants), il faut revenir à cette question.

Certains peuvent juger « qu'on verra plus tard ce qu'on fera », qu'il faut d'abord obtenir l'indépendance. Le problème c'est qu'on a déjà vu. Regardons l'Algérie d'aujourd'hui... C'est dès l'époque de la lutte pour l'indépendance que se pose l'avenir, en particulier pour savoir **qui** dirige cette lutte, en fonction **de quels objectifs, pour quels intérêts.**

Bien sûr, le minimum c'est de soutenir l'indépendance dans la mesure où les populations locales la réclament. Nous reconnaissons ce droit **sans conditions**. Mais comme communistes, nous avons un projet bien plus vaste et plus ambitieux, qui est l'abolition des classes, des frontières, de l'exploitation, de la domination d'un peuple par un autre. Nous nous plaçons du point de vue des ouvriers, des paysans pauvres, et non pas d'un point de vue national mettant dans le même sac exploités et exploités, bourgeois et peuple dominé. **L'indépendance n'est pas un but en soi** pour un militant communiste de n'importe quel pays. Ce n'est qu'un moyen de rompre la domination coloniale et impérialiste en commençant à avancer vers la société libérée de l'exploitation. Nous ne faisons d'ailleurs que reprendre les positions du mouvement communiste (voir encadré).

Voilà qui peut paraître bien général et lointain, bien éloigné des préoccupations concrètes de l'heure. Mais il y a des enjeux, répétons-le : **qui** va diriger, **qui** va profiter, en fonction de **quels** intérêts. Et ce, dès aujourd'hui.

Quant aux camarades qui font l'impasse sur la question, en soutenant tel quel le mouvement indépendantiste (via le FLNKS) sans s'interroger sur son orientation, ils remettent dans les faits la direction de la lutte dans les mains de la bourgeoisie.

Ce que disait l'Internationale Communiste en 1920

Il résulte de ce qui précède que la pierre angulaire de la politique de l'Internationale communiste, dans les questions coloniales et nationales, doit être le rapprochement des prolétaires et des travailleurs de toutes les nations et de tous les pays pour la lutte commune contre les possédants et la bourgeoisie. Car ce rapprochement est la seule garantie de notre victoire sur le capitalisme, sans laquelle ne peuvent être abolies ni les oppressions nationales, ni l'inégalité.

La nécessité du concours de tous les partis communistes aux mouvements révolutionnaires d'émancipation dans ces pays, concours qui doit être véritablement actif et dont la forme doit être déterminée par le Parti communiste du pays, s'il en existe un. L'obligation de soutenir activement ce mouvement incombe naturellement en premier lieu aux travailleurs de la métropole ou du pays, dans la dépendance financière duquel se trouve le peuple en question; (...)

Il est nécessaire de combattre énergiquement les tentatives faites par des mouvements émancipateurs qui ne sont en réalité ni communistes, ni révolutionnaires, pour arborer les couleurs communistes; l'Internationale communiste ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, qu'à la condition que les éléments des plus purs partis communistes — et communistes en fait — soient groupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est-à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique. L'Internationale communiste doit entrer en relations temporaires et former aussi des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec eux, et en conservant toujours le caractère indépendant de mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire :

Il est nécessaire de dévoiler inlassablement aux masses laborieuses de tous les pays, et surtout des pays et des nations arriérées, la duperie organisée par les puissances impérialistes, — avec l'aide des classes privilégiées, — dans les pays opprimés, lesquelles font semblant d'appeler à l'existence des Etats politiquement indépendants qui, en réalité, sont des vassaux — aux points de vue économique, financier et militaire. (...)

Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui, chaque jour, se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois; l'autre est celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation.

Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale communiste et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer les sentiments de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies.

L'une des plus grandes tâches à cette fin est la formation de partis communistes qui organisent les ouvriers et les paysans et les conduisent à la révolution et à l'établissement de la République soviétique. (...)

IL Y A KANAK ET KANAK...

Car les « Kanaks » ne forment pas un tout unifié. Même si la faiblesse du salariat, la forces des structures communautaires rendent parfois les distinctions difficiles. Il est d'ailleurs paradoxal de voir que le contenu de l'accord, en accélérant la pénétration impérialiste, va en même temps accentuer cette différenciation.

- Il y a bien sûr la fraction dirigeante, l'élite, les futurs cadres formés par l'impérialisme aux termes des accords et qui aspire à devenir la bourgeoisie (cf. Partisan N°34).
- Il y a les ouvriers du nickel de Thio (commune d'ailleurs rattachés à la région Sud, Nouméa), dont les aspirations ne peuvent évidemment pas continuer à être exploités dans une Kanaky indépendante, même avec un encadrement kanak ! Ouvriers par contre dont les intérêts convergent avec les ouvriers wallisiens ou autres...
- Il y a la population paysanne des tribus pour qui le problème de la terre est crucial, alors qu'il est complètement laissé de côté par le texte de loi, en retrait y compris par rapport au Plan Pisani. S'il ne nous est pas possible de prédire les formes d'organisation politiques et économiques que se donneront les Kanaks pour résoudre la question (et en plus nous sommes mal placés pour cela !), il est en tous cas certain qu'il sera l'enjeu d'une lutte de classe féroce :
 - Entre propriétaires fonciers et paysans sans terre ;
 - Entre forme individuelles et collectives de culture des terres ;
 - Autour des critères devant diriger la production agricole : autosuffisance alimentaire du pays, ou rentabilité à tout prix et concurrence sur le marché mondial (comme l'aquaculture citée dans les mesures d'accompagnement).

Dans tous les cas, il y a bien deux voies pour l'indépendance :

- L'une au profit d'une fraction kanake en lien avec la France. Pour elle, le référendum est un pas en avant.
- L'autre d'une véritable indépendance où ouvriers, paysans, le peuple kanak dirigeraient effectivement leur société vers l'abolition de l'exploitation, de la domination impérialiste. Pour eux, le référendum est un pas en arrière vers cette indépendance.

LE FULK APPELLE A VOTER NON !

Contrairement à ce que nous abstentions (appel à abstention) le FULK appelle à voter N O N. Nous ne chicanerons pas sur l'opportunité du vote ou de l'abstention, car cet appel est en tous les cas extrêmement positif (voir encadré).

Il jette un pavé dans la mare du consensus en affirmant haut et clair qu'il y a des Kanaks qui rejettent l'accord parce que néo-colonial. Il place le débat du contenu de l'indépendance recherchée, de sa nature socialiste ou pas. Il oblige les militants, en Kanaky comme en France, à réfléchir.

Bref il se situe au niveau des enjeux politiques portés par le référendum. Nous ne connaissons pas bien les positions du FULK, mais dans ce cas, sa prise de position en tant que force politique kanake nous conforte dans notre opposition au référendum.

RETOUR SUR L'APPEL A VOTER O U I

La position du FULK

Le Front uni de libération kanak (FULK, composante minoritaire du FLNKS), qu'anime M. Yann Céléne Uregei, a confirmé, au cours d'une réunion tenue les 1^{er} et 2 octobre à Nouméa, qu'il appellera à voter « non » au référendum. Il a expliqué, dans un communiqué, que le projet de loi « n'offre aucune garantie pour l'indépendance kanak socialiste ». « Ce plan, ajoute le texte, est celui du gouvernement français. Il condamne les aspirations profondes du peuple kanak et peut instaurer la démobilisation, la paralysie et la division au sein du FLNKS. » Considérant que « ce référendum a pour but de consolider les nouvelles institutions coloniales pour une durée de dix ans », le FULK « a décidé de voter « non » lors de ce scrutin ».

« Cela ne veut pas dire que nous allons quitter le FLNKS, a déclaré ensuite M. Yann Céléne Uregei. Mais nous sommes contre les accords de Matignon et nous voulons travailler pour avoir l'indépendance avant dix ans. Dix ans, c'est trop long. (...) Il ne faut pas que les institutions aliènent le mouvement d'indépendance. On a vu avec l'expérience des régions que c'est finalement l'institution coloniale qui commande le mouvement de libération ; il faut, normalement, que ce soit l'inverse et au prochain congrès de Hienghène toutes ces choses-là vont être précisées. Sinon, nous allons avoir un pied dans les institutions coloniales et un pied dehors. C'est impossible d'avancer de cette manière-là. »

Revenons maintenant à nos militants qui appellent à voter O U I. Ils sont sans ambiguïtés vis-à-vis de l'impérialisme, du gouvernement Rocard à la recherche d'une solution néocoloniale. Nous ne débattons pas de cela.



Pourquoi alors, appellent-ils à voter O U I ?

« (...) L'avant-projet de loi sur la Nouvelle Calédonie ne propose pas l'indépendance au peuple kanak, mais l'Etat impérialiste Français, qui en a l'initiative, veut créer les conditions pour que, dans dix ans, le referendum d'auto-détermination en Nouvelle-Calédonie conduise les populations à accepter une solution néocoloniale, c'est-à-dire une solution où la Nouvelle-Calédonie n'aurait qu'une indépendance formelle, limitée.

C'est pourquoi notre Parti continuera à se battre aux côtés du peuple kanak et de l'organisation qu'il s'est donnée, jusqu'à sa libération totale de l'oppression coloniale, voire néocoloniale.

L'accord intervenu entre les différentes composantes du problème calédonien est un compromis qui sanctionne le rapport de force à un moment donné, et qui, comme tout compromis, ne règle pas les problèmes de fond ; il dégage un accord sur des objectifs limités, pour une période limitée. Ce compromis, le FLNKS le juge positif et nous appelle à le soutenir en votant OUI au referendum.

- Parce que cet accord abolit dans les faits le statut Pons, revendication essentielle des Kanaks,
- parce que le referendum engage l'Etat français - y compris au regard de l'opinion internationale - et rend plus difficile tout retour en arrière,
- parce que l'accord reconnaît le FLNKS comme porte-parole du peuple kanak
- parce qu'il reconnaît des droits particuliers au peuple kanak sur sa terre,
- parce que, tout en n'étant pas totale, l'amnistie permettra la libération d'un grand nombre de prisonniers kanaks,
- enfin, parce que le FLNKS, représentant, l'union des différentes organisations qui luttent pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, nous le demande,

NOUS APPELONS A VOTER O U I AU REFERENDUM (...) »

Pas un mot sur la voie engagée vers l'indépendance, sur les couches sociales qui vont en profiter et celles qui en seront exclues, sur la lutte des classes en Kanaky. Une position totalement à la remorque du FLNKS.

C'est une position de démocrate, d'humaniste, qui critique la domination coloniale, mais **ce n'est pas une position de communiste** pour qui l'indépendance n'est qu'un premier pas dans la lutte.

Comment ne pas faire le parallèle avec ces positions qui, il y a 15 ou 20 ans, appelaient au soutien des bourgeoisies locales « progressistes » du Tiers Monde, au nom de la lutte anti-impérialiste ?

Dans tous les cas, les objectifs de classe, les intérêts ouvriers et paysans sont à la remorque des intérêts nationaux, pour le plus grand profit des bourgeois locaux. C'est indéfendable.

Ne retombons pas dans ces erreurs. Il faut tirer le bilan de l'histoire, des diverses luttes pour l'indépendance dans le monde, se délimiter politiquement en fonction d'intérêts de classe. C'est le principal intérêt de ce référendum d'avoir montré comment chacun se situait !

A. DESAIMES.